



Déclaration CAPA Echelon spécial de la classe exceptionnelle des PLP

1^{er} octobre 2020.

Cette CAPA sera donc la dernière CAPA consacrée à l'avancement à la classe exceptionnelle, puisqu'à partir du 1er janvier 2021 les CAPAs perdront leur compétence en matière d'avancement. Ainsi en a décidé le gouvernement actuel et la loi dite de « Transformation de la Fonction Publique » adoptée l'été dernier. Voilà qui illustre cruellement ce qu'il faut entendre réellement derrière le terme de « dialogue social ».

A l'heure où partout l'aspiration démocratique à plus de transparence se fait sentir, l'Education Nationale, telle une grande muette, se recroquevillerait sur elle-même ? Ainsi aujourd'hui les mutations se déroulent en dehors de tout regard syndical, demain il en sera de même pour les promotions et avancements de grade. De cette non-transparence naîtra l'ère du soupçon sur tous les actes de gestion de l'administration.

A noter que, d'ores et déjà, le caractère « restreint » de cette CAPA, excluant certains élus paritaires de l'examen de l'avancement à la classe exceptionnelle, et plus encore de l'avancement à l'échelon spécial, était déjà un recul démocratique. Pour la CGT, toutes les questions concernant le corps devraient être examinées par tous les élus paritaires, sans discrimination en fonction du grade ; le caractère restreint de cette CAPA ne devrait pas exister.

Alors qu'on nous assène, par le biais des médias, que la volonté du gouvernement est d'entretenir plus de dialogue social, on retire les organisations syndicales de toutes les instances paritaires. L'objectif finalement ne se résumerait-il pas au renforcement d'une politique libérale au service du patronat ? La CGT Educ'action, forte des réalités et du soutien des personnels, continuera de multiplier ses combats pour plus de justice, d'équité, de liberté et tout simplement pour le maintien du mot « démocratie », avec cette résonnance que le pouvoir appartient toujours au peuple et non l'inverse.

Le énième rebondissement dans la gestion de crise sanitaire nous amène à nous interroger sur le vrai du faux et le flou qu'il orchestre. Le manque de clarté et de lisibilité, les injonctions contradictoires de nos responsables ne peuvent qu'inquiéter les personnels, les familles et les élèves. Le ministère a fait le choix de percer le parapluie sanitaire qu'il avait instauré il y a quelques semaines, alors que le pouvoir communique sur une propagation de plus en plus forte du virus. Que peut-on, que doit-on

comprendre lorsque nous sommes confrontés chaque jour au contraire de ce qui était affirmé la veille ? Les réponses nous les connaissons : limiter les fermetures de classes, les remplacements des personnels mais surtout maintenir les parents au travail pour ne pas déstabiliser l'économie en minimisant le rôle de l'Ecole dans la propagation du virus. Pourtant, une véritable politique de recrutement pour un abaissement des effectifs par classe, une réelle réflexion sur les conditions de travail des enseignants et des élèves avec le port du masque en multipliant les temps de pause par exemple... aurait été de bon augure.

Après 6 mois de coupure/rupture en présentiel avec les jeunes de lycées professionnels et un décrochage massif des solutions alternatives du distanciel, nous nous attendions à un véritable plan d'urgence pour la voie professionnelle. Pour le moment le ministère répond : continuité de la réforme, heures supplémentaires jusqu'en décembre, individualisation à outrance des parcours, vacances apprenantes. Aucun moyen spécifique n'a été débloqué pour la voie professionnelle, alors que pour soutenir l'apprentissage l'argent public et les exonérations de cotisations sociales coulent à flots. Alors que la crise économique et le regain de l'épidémie perturbent fortement l'organisation des PFMP le ministère publie une FAQ avec des réponses totalement hors-sol et des solutions impossibles à mettre en œuvre, prouvant une fois encore l'éloignement de nos dirigeants de la réalité du terrain et le peu d'importance accordé à la voie professionnelle sous statut scolaire.

Du côté des personnels, la stricte application de la loi de la transformation de la fonction publique qui rejette les organisations syndicales du débat démocratique au travers des instances consultatives, et non pas décisionnaires, est un véritable scandale sur le plan de la transparence et de la connaissance in fine des situations individuelles. La CGT Educ'action a porté pendant des années des éclairages sur les dimensions humaines et professionnelles des personnels afin d'améliorer leur affectation eu égard au respect des barèmes. Ce dialogue constructif a souvent permis d'améliorer en amont les affectations des personnels en tenant compte de leurs situations individuelles dans le cadre des mouvements de tous les personnels titulaires, non titulaires ...

Nous tenons aussi à remercier les personnels administratifs du Rectorat pour leur dévouement et le travail réalisé depuis des années malgré un turn-over important au sein des services de la DPE. Les conditions de travail, sous pression des échéances qu'ils doivent tenir pour respecter le calendrier des instances, doivent être valorisées. La considération de ces personnels ne relève pas d'une prime, mais doit se concrétiser par une revalorisation sensible de leur grille indiciaire. La crise sanitaire que nous traversons a démontré que bien des métiers sont indispensables au fonctionnement de notre société (infirmière, caissière, rippers...), il est temps de construire une réponse salariale adaptée.

La CGT Educ'action a voté contre le PPCR qui valorise, entre autres, un grade à accès fonctionnel. Le déroulement de carrière doit être le même pour tous selon une progression identique, c'est ce que nous appelons la reconnaissance de l'exercice d'un métier dans des conditions souvent difficiles. Le super prof n'existe pas et déconnecter l'avancement de la carrière est une évidence pour la CGT Educ'action. En revanche, nous maintenons notre priorité d'une égalité salariale femme homme et constatons que le PPCR ne règle pas la disparité salariale entre les femmes et les hommes dans l'Education nationale.

Cette ultime CAPA nous laisse un goût amer car les CAPA étaient avant tout un lieu d'expression dans l'intérêt des personnels. La CGT Educ'action a toujours été présente et vent debout pour leur défense et c'est vent debout qu'elle poursuivra ses engagements et ses combats pour un retour au paritarisme.

Pour terminer cette déclaration nous souhaitons rendre hommage à Mme Desray, dont nous avons appris la disparition brutale et prématurée à cette rentrée. Gestionnaire des PLP lettres-histoire en

particulier, au sein de la DPE 3, depuis de nombreuses années nous savions pouvoir compter sur sa disponibilité et son professionnalisme pour répondre à nos questionnements. Nous garderons d'elle, le souvenir d'une personne accueillante et souriante, au service des personnels qu'elle gérait.

Au nom de notre organisation syndicale, nous présentons nos sincères condoléances à sa famille et exprimons toute notre sympathie à l'ensemble de ses collègues du Rectorat.